

Pays-Bas : l'activité florissante se fane

Alors que la moyenne de croissance du PIB s'est établie à 3,6 % entre 1995 et 2000, l'année 2001 marque une nette rupture avec une croissance à 1,1 %, sensiblement inférieure à celle de la zone euro. La pérennité du miracle hollandais, c'est-à-dire d'une croissance soutenue accompagnée d'une décline continue du chômage est remise en cause. L'infléchissement de la croissance provoqué par des phénomènes de surchauffe interne et caractérisé par l'apparition de tensions (forte inflation, dérapage des salaires) a été amplifié par le ralentissement de la croissance mondiale. Avec un taux d'ouverture nettement supérieur à la moyenne européenne (65 % contre 35 %), l'activité économique des Pays-Bas a souffert du fort ralentissement du commerce mondial.

La croissance des exportations reste positive en 2001 et 2002 grâce à une bonne tenue des réexportations. Il s'agit de biens qui transitent par un propriétaire néerlandais, principalement en provenance des États-Unis, du Moyen-Orient ou d'Asie et en direction de l'Allemagne ou de l'Europe du Nord. Les réexportations, phénomène typiquement néerlandais et belge grâce aux centres internationaux de distribution, se sont plutôt moins contractées que les exportations de produits néerlandais, traduisant l'érosion de la compétitivité de l'industrie nationale. Elles représentent une part croissante des exportations des Pays-Bas (environ 40 % en 2000) et génèrent moins de croissance, puisque à très faible valeur ajoutée nationale. En revanche, les produits néerlandais perdent des parts de marché à l'exportation régulièrement depuis le début des années 1980 et plus rapidement depuis 1993. La compétitivité-prix des exportateurs néerlandais a été de nouveau entamée en 2001. Les Pays-Bas ont affiché en 2001 la plus forte inflation des pays de la zone euro et la plus élevée depuis 1982. Cette accélération des prix s'explique en partie par des facteurs spécifiques de fiscalité (hausse de la TVA et écotaxe) qui expliquent jusqu'à 1 point d'inflation en 2001 ; elle induit une augmentation des salaires importante et amplifie la spirale inflationniste.

Le marché du travail demeure tendu

En dépit du retournement cyclique, l'emploi a continué de s'améliorer en 2001, tout d'abord parce que l'impact de l'affaiblissement de la croissance est décalé, mais aussi parce que, sur un marché du travail tendu, les chefs d'entreprises qui ont eu des difficultés à recruter sont plus réticents à se séparer de leur main-d'œuvre si le ralentissement de l'activité est perçu comme temporaire. La productivité a enregistré une nouvelle chute importante en 2001.

La reprise semble encore fragile. Pour la première fois depuis 1993, le nombre d'emplois vacants a diminué ce qui permet d'anticiper une hausse prochaine du taux de chômage et d'augurer un possible allègement des tensions sur le marché du travail. L'indicateur de confiance dans l'industrie s'est amélioré au début de 2002, mais les carnets de commandes demeurent encore faiblement garnis. Ce sont essentiellement les perspectives de production qui s'améliorent, ainsi que la conjoncture dans l'industrie des biens intermédiaires, initiatrice des mouvements de reprise.

Une croissance moins vigoureuse, fortifiée par les dépenses publiques

La consommation privée ralentirait en 2002, les effets de richesse s'atténuant (fin du boum de l'immobilier et moindres plus-values boursières) et n'étant pas compensés par les allègements fiscaux. D'autre part, en liaison avec la dégradation du marché du travail, l'indicateur de confiance des ménages a de nouveau baissé en mars 2002. Le taux d'épargne des ménages devrait remonter en 2002 et 2003.

Principal pilier de la croissance, la consommation publique devrait se maintenir en 2002 et 2003, comme en 2001 où le gouvernement a inscrit une importante impulsion budgétaire (les dépenses de santé et investissements en infrastructure ont accéléré tandis que les réductions d'impôts ont représenté 0,7 point de PIB en 2001). Mais les élections générales de mai 2002 pourraient remettre en question cette orientation de la politique budgétaire. En effet, l'opposition de droite prône dans sa campagne une réduction des dépenses publiques et en particulier la suppression d'une partie des rétributions des « invalides du travail ».

Un risque important demeure les tensions sur le marché du travail. Puisque le taux de chômage est resté à de très bas niveaux, des goulets d'étranglements se font sentir sur certains secteurs. En période de reprise, ces contraintes seront plus importantes, et la modération salariale pourrait être mise à mal. L'économie néerlandaise bute ainsi sur une contrainte d'offre très sérieuse. La dégradation de la productivité et du taux de marge des entreprises est exceptionnelle et l'investissement privé pourrait encore se contracter. Dans notre scénario, la croissance du PIB demeure inférieure à la croissance potentielle à l'horizon de la prévision. Le changement de rythme de croissance de l'activité pourrait être bien plus brutal et long, le temps que les ajustements nécessaires soient réalisés ■

Pays-Bas : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2000	2001	2002	2003
PIB	3,5	1,1	1,3	2,3
Consommation des ménages	3,8	1,1	1,2	1,9
Consommation publique	1,9	3,3	2,3	2,0
FBCF totale	3,8	-1,4	-0,4	1,8
Exportations de biens et services	9,5	1,0	0,8	5,3
Importations de biens et services	9,4	0,9	0,2	5,2
Variations de stocks, en points de PIB	-0,2	0,0	-0,2	-0,1
<i>Contributions</i>				
Demande intérieure hors stocks	3,1	0,9	1,0	1,8
Variations de stocks	-0,2	0,2	-0,2	0,0
Commerce extérieur	0,6	0,1	0,4	0,4
Prix à la consommation (IPCH)	2,3	5,1	3,5	2,5
Taux de chômage, au sens du BIT	2,8	2,4	3,1	2,9
Solde courant, en points de PIB	3,7	3,6	3,8	4,0
Solde public, en points de PIB	1,5	0,8	0,5	1,0
Impulsion budgétaire	-0,6	0,7	0,4	0,5
PIB zone euro	3,4	1,5	1,2	2,5

Sources : CBS, OFCE.